

## Débat d'orientations budgétaires au conseil municipal

# Le PCF accusé d'entretenir la pauvreté

**D**u pain béni ! L'UMP ne pouvait pas rêver mieux dans les divisions entre le PS et le PCF. André Gautier ironise : « Même si nous n'avons pas l'EPR, il semble que la lumière ait enfin été allumée dans certaines permanences ».

Sur le fond, André Gautier a d'abord évoqué les recettes du prochain budget : « Mis à part les dotations de l'Etat, il y a la fiscalité. Vous nous indiquez qu'il n'y aura pas d'augmentation pour les taxes locales. Je veux dénoncer pour la énième fois votre mensonge. A quoi rime l'augmentation de 53 % sur la taxe sur les ordures ménagères, une taxe qui est payée par tous les habitants sans distinction. Vous avez augmenté les impôts et il faut savoir le reconnaître » adresse-t-il au maire Sébastien

Jumel. L'élu UMP s'interroge également sur l'emprunt de 7,8 millions d'euros qui a été évoqué par Bernard Brébion.

Enfin, André Gautier, au nom du groupe Dieppe-Ensemble épingle les dépenses. « Vous nous dites que l'exercice 2013 s'inscrira dans la continuité. Pour nous, la continuité, c'est que la Ville continue à perdre des habitants. C'est un signe inquiétant de perte d'attractivité de notre ville. Autres signes : les commerces ferment sans être repris, le chômage est à la hausse, la pauvreté s'accroît avec une politique qui l'entretient ». Cette dernière remarque fera bondir les élus communistes et en premier lieu l'ancien député-maire Christian Cuvilliez, président du groupe municipal des élus communistes et républicains.

### Uralchem refait surface

Et André Gautier, dans un argumentaire très détaillé poursuit : « La collectivité du quotidien, c'est bien, c'est nécessaire, mais c'est un peu trop court car ça ne donne pas de perspectives d'avenir. Les jeunes et les actifs partent, c'est une perte de recette pour notre commune ».

Entre plusieurs sujets, il a évoqué le dossier de la future zone d'activité de Dieppe-Sud : « Nous avons déjà perdu un an suite à votre délire d'Uralchem. Maintenant on est parti dans un déménagement administratif du territoire et on voit que le complexe industriel-portuaire que vous nous avez vendu dans votre libre blanc, lors des municipales de 2008, a perdu non seulement son vernis mais aussi tout son

contenu. Tout cela pour aboutir à l'installation d'une concession automobile ».

En conclusion, les élus de l'opposition ont fait part de leur impatience à découvrir le prochain budget primitif et surtout de savoir par quelle majorité il sera voté. « Après le droit d'investiture que nous venons d'entendre des socialistes, si après cinq ans où ils ont voté tous les budgets, si cette année les votes sont différents, personne ne sera dupe de cette posture électorale ».

Il l'a encore dit tout fort dans la salle du conseil : la municipalité communiste de Dieppe fait de la pauvreté son fonds de commerce. Cette affirmation venant des bancs de la droite n'a pas manqué de faire sortir de ses gonds Christian Cuvilliez, le président du groupe municipal des

élus communistes et républicains : « On travestit nos actions de solidarité en action de clientélisme. C'est prodigieusement infâme ! dit-il avec force. Nous entretiendrions la pauvreté comme si c'était un objectif politique. Eh bien ça, c'est honteux de le dire et de le penser ! ». Christian Cuvilliez, avec son talent d'orateur, a martelé que l'ensemble des efforts de solidarité pour sortir les gens de la misère est « un rempart » contre la détresse sociale. « Il faut voir dans certains quartiers, si nous n'étions pas là, qui empêcherait des gens de sombrer ? Ce n'est certainement pas vous en tout cas » s'adresse-t-il à l'opposition. Il a rappelé que le pivot de la politique municipale s'articulait autour de trois mots : proximité, solidarité et confiance. « C'est un mérite que vous devez nous

reconnaître ». En ce qui concerne l'exode déploré par l'opposition, Christian Cuvilliez rappelle qu'il y a trente ans, la ville comptait 40 000 habitants contre 35 000 aujourd'hui, « On a perdu 5 000 habitants mais combien d'emplois avons-nous perdu en trente ans ? Bien plus, plusieurs milliers ! Ceci explique cela, il n'y a pas d'autre raison ». Il indique aussi que l'attribution des logements sociaux dieppois est souvent octroyée par une commission départementale à des populations pauvres venant de l'étranger, notamment des secteurs de Rouen et Elbeuf. « Nous n'avons pas de maîtrise là-dessus, c'est un déplacement de population pauvre, je dirai même de la déportation. Cette réalité-là, il faut la gérer ».